

---

# Jean Ladrière dans la vie intellectuelle et sociale belge

À côté de son métier d'enseignant et de chercheur, que pouvait bien faire un jeune professeur de philosophie au début des années cinquante? Quelle est la « vie pratique » qu'il mène en dehors de l'enceinte universitaire? Se pourrait-il que celle-ci soit comme une mise en actes de certains traits de son enseignement?

---

MICHEL MOLITOR

Les années cinquante sont des années de durs affrontements. La scène internationale est marquée par la compétition de deux blocs antagonistes qui prétendent chacun assurer le progrès de l'humanité. Dans nos pays, le monde intellectuel est partagé sur ce clivage et, à relire *L'opium des intellectuels* de Raymond Aron, les intellectuels dont il parle pratiquent plus souvent l'apologie que le discernement critique. Peu nombreux sont ceux qui réfléchissent vraiment les termes d'une coexistence équitable. En Belgique, sitôt conclu l'affrontement autour de la question royale, s'ouvre un autre conflit qui exacerbera les relations entre le monde chrétien et le monde laïque: la question scolaire. Enfin, les prémices de la crise coloniale se profilent. Elle se précipitera en France avec la guerre d'Algérie. En Belgique, après l'irénisme inconscient culminant lors de l'exposition universelle de 1958, s'ouvriront de manière abrupte et improvisée les chemins de la décolonisation.

Dans cet univers marqué par de multiples intransitivités ou encore par la glaciation des relations entre communautés humai-

nes, certains groupes, certains milieux, s'essaient à une pensée ou une pratique différente.

La fondation de la revue *Esprit* avant la guerre s'accompagne de la création de groupes qui entendent prolonger l'action de la revue par le débat ou la discussion. Des groupes *Esprit*, où se retrouvent des intellectuels issus de divers milieux philosophiques, seront fondés en Belgique dès avant 1936. Après la guerre, la formule se confirmera. Un groupe est créé à Bruxelles autour de Robert Leloux. À Louvain, une première maison *Esprit* est fondée rue Vanderkelen par Françoise Collin, Christian Debuyst, Simon du Chastel, Claude Jozs, Jean Ladrière et Jacques Taminiaux. Une seconde maison sera créée en 1951 par Frédéric Debuyst, René De Schutter, René Lavendhomme et Robert Leroy. Une troisième sera ouverte en 1953 par Luce Irigaray. Comme l'écrit Xavier Mabille, ces groupes sont des « lieux de dialogue où l'on débat de questions philosophiques et politiques sans aucune visée à une quelconque orthodoxie. Mais [ajoute-

t-il] ils possèdent un profil très original, en ces années de guerre scolaire sur le plan intérieur et de guerre froide sur le plan international. Le dialogue y a une dimension progressiste et une dimension pluraliste : il met en présence des catholiques et des incroyants, mais également des Juifs et des protestants ».

Parallèlement à l'activité des groupes Esprit, mais conduit par certaines amitiés qu'il y a nouées, Jean Ladrière participe à l'animation de la revue *Route de paix*, publication du Mouvement international d'action pour la paix. Il y rejoint Elie Baussart, fondateur avant la guerre de *Terre wallonne*, Alphonse de Waelhens (professeur à Louvain), Léon Halkin (professeur à Liège et membre de l'équipe de *La Revue nouvelle*), Jean Van Lierde (autre membre des groupes Esprit, qui mène alors son combat pour la reconnaissance de l'objection de conscience entre la prison où le conduisent son refus du service militaire et le travail dans les mines qui s'y substituera). D'autres intellectuels et religieux de divers pays d'Europe y collaboreront régulièrement.

Jean Ladrière rédigea l'éditorial du numéro de mai 1953 intitulé « Ligne de conduite » qui trace les orientations et les choix du mouvement. Je cite deux passages de ce texte : « Allons-nous jeter toutes les ressources de l'intelligence scientifique et d'une société hautement organisée dans l'abîme dévorant d'une guerre planétaire totale ? Ou bien allons-nous, à force de patience et d'ingéniosité et d'audace créatrice, traverser résolument le goulot d'étranglement historique dans lequel nous nous trouvons pour aborder de nouvelles tâches civilisatrices ? » « En d'autres termes : l'humanité va-t-elle opter pour l'absurdité de la violence pure, ou bien pour l'établissement d'un monde non violent raisonnable ? Et comme l'homme est profondément raison, ceci signifie : l'homme va-t-il opter contre lui-même ? »

En 1954, le cardinal Van Roey, primat de Belgique et grand chancelier de l'université de Louvain, met en garde contre cette revue dans laquelle coexistent fraternellement catholiques et protestants, croyants et non-croyants. Jean Van Lierde, dans ses mémoires, rapporte les termes de la condamnation : « Nous nous voyons obligés [écrit le cardinal] de mettre les catholiques en garde contre la revue *Route de paix*, organe du Mouvement international d'action pour la paix. Cette revue prône un pacifisme outrancier qui n'est pas en conformité avec la doctrine authentique de l'Église. Elle favorise par des articles tendancieux la propagande communiste et verse dans un œcuménisme de mauvais aloi. »

Le recteur de l'université imposera à De Waelhens et Ladrière de quitter la revue. De fait, leur nom ne figurera plus sur la couverture parmi les membres du comité de direction, mais ils maintiendront leur appui. Des articles simplement signés des initiales JL continueront de paraître régulièrement. Ainsi en 1955 : « Réflexions sur la bombe H », en avril, « La guerre est-elle fatale », en juillet et « Sur la coexistence », en décembre. Dans l'article de juillet, on lit cette phrase : « Il n'y a de fatalité que pour ceux qui le veulent bien. La réalité humaine est perméable à l'action humaine. Pour la lucidité et le courage, il y a toujours un chemin ouvert. »

En 1958, la revue change de nom. Elle s'appelle dorénavant *Coexistence* et la signature de Jean Ladrière réapparaît intégralement. En juillet de cette année, il publie un article intitulé « La coexistence idéologique et politique » dans lequel il écrit « L'impérialisme a des bases politiques et économiques, mais il est aussi une attitude morale. Par exemple, en ce qui concerne les pays européens, nous devrions être prêts à renoncer à quelque chose en vue d'assurer une évolution heureuse des rapports entre les peuples. Ceci demande une attitude morale ».

On pourrait se demander incidemment pourquoi la revue a changé de titre. *Route de paix* dénonce régulièrement la guerre d'Algérie qui a commencé en 1954. La revue est interdite en France en 1957. Elle sera republiée sous le titre de *Coexistence* de 1957 à 1960. Interdite à nouveau en 1961, elle sera republiée la même année sous le titre de *Paix et coexistence* avant une nouvelle interdiction en 1964. Elle reparaitra sous le titre de *Carrefour de la paix* jusqu'au moment où sera voté en Belgique le statut des objecteurs de conscience.

Le droit à l'objection de conscience avait été un combat central de la revue depuis ses origines, dans le sillage de l'action de Jean Van Lierde. Jean Ladrière a aussi été de ce combat. En mars 1954, un étudiant de l'UCL, Jacques Lejeune d'Allegeersheque, refuse de faire un service militaire armé et s'en explique par une lettre aux parlementaires. Il est arrêté et emprisonné. En 1955, un comité de soutien se constitue animé par Jean Ladrière et Frédéric Debuyst. Jacques Lejeune sera condamné à six mois de prison le 25 avril 1956. Libéré, il sera réemprisonné pour être définitivement libéré en janvier 1957.

Dans ces années, le droit à l'insoumission et la guerre d'Algérie sont le combat de la revue à laquelle participe Jean Ladrière. Ce sont aussi les préoccupations de certains membres du groupe Esprit. En septembre 1960, il signe avec François Perin, Robert Leloux et Jean Van Lierde une lettre adressée à diverses publications françaises à propos du procès fait à des citoyens français impliqués dans un réseau de solidarité avec le FLN, le réseau Jeanson. Ils développent l'idée que l'aide apportée aux nationalistes algériens en lutte pour leur indépendance n'est pas une trahison. Voici l'argument central de la lettre: « Ce qui est en question, c'est l'attitude de la France à l'égard d'une communauté historique extérieure à la nation française, dont l'his-

toire récente se trouve étroitement mêlée à celle de la France et qui revendique le droit de décider elle-même de son propre destin. Si l'on se place dans cette perspective, l'attitude des Français qui aident les nationalistes algériens apparaît comme la manifestation d'un désaccord radical avec l'état des choses qui résulte de la politique suivie en pratique par le gouvernement français. Mais un tel désaccord ne signifie pas, nous semble-t-il, une trahison; il signifie une conception différente de l'intérêt national. »

Incidemment, la solidarité de Jean Ladrière ne se manifeste pas que par l'écriture et l'argumentation. Il lui arrive aussi de passer ses samedis dans le garage schaarbeekois de Robert Leloux à emballer des paquets de médicaments destinés au Croissant rouge algérien...

Revenons au groupe Esprit. Comme le rappelle Xavier Mabilie dans l'évocation qu'il fit de cette histoire à laquelle il a aussi participé, au milieu des années cinquante, Jean Ladrière figure parmi le noyau des animateurs du groupe avec Jacques Taminiaux et Christian Debuyst. Xavier Mabilie ajoute que son « rayonnement intellectuel est particulièrement grand ». Les travaux du groupe sont directement centrés sur les questions du temps. Après celles que l'on a évoquées, on débat aussi des conditions de la paix scolaire. Le groupe élabore ses propositions. En mai 1957, les groupes Esprit de Belgique ont mis à leur agenda la discussion des conditions et des chances de réussite d'une « gauche ouverte et révolutionnaire ». Xavier Mabilie nous raconte qu'après les exposés de Jean Ladrière et de Jacques Taminiaux, on entend les témoignages de militants d'organisations chrétiennes et socialistes comme Jean Hallet et Ernest Mandel.

À partir de septembre 1956, le groupe de Bruxelles va mettre à son agenda un cy-

cle de débats sur le thème des « pouvoirs réels en Belgique ». Ces discussions et les activités du groupe de travail qui les anime convainquent un membre du groupe, Jules Gérard-Libois, alors journaliste à *Témoignage chrétien*, ancien de *La Cité*, de poursuivre ce travail par d'autres moyens et d'une autre manière. Il prendra l'initiative de créer le Centre de recherche et d'information sociopolitiques (Crisp) qui jouera dans les années qui suivront un rôle original et important dans l'analyse des mécanismes politiques en Belgique. Ses travaux auront un prestige considérable dans la génération des années septante-novante qui y trouvera une forme d'alliance paradigmatique entre l'intelligence scientifique et une pensée citoyenne ouverte. Il n'est pas exagéré de dire que les analyses politiques produites par *La Revue nouvelle*, par exemple, pendant ces années seront largement marquées par cette vision.

Jean Ladrière participera aux activités du Crisp, soit au conseil d'administration, soit comme auteur ou conseiller scientifique (à côté de Jacques Taminiaux, de François Perin et d'autres). Il y publiera jusqu'en 1978 des textes importants sur la dynamique du système politique belge<sup>1</sup>. Il participera activement à la production des études qui seront publiées en 1965 dans l'ouvrage paradigme « La décision politique en Belgique, le pouvoir et les groupes » qui imposeront une vision radicalement renouvelée du système politique se démarquant des représentations juridico-institutionnelles pour privilégier une vision sociologique de la genèse des structures et des pouvoirs qui configurent le système belge. Cet ouvrage et la représentation

qu'il impose de la logique du fonctionnement du système politique belge gagneront vite une autorité considérable aussi bien du côté des acteurs de la vie politique que des analystes. À tel point qu'un jour, lors d'un débat organisé à l'occasion d'un anniversaire, Marcel Liebmann se demandera si le Crisp, analyste des pouvoirs réels de la société belge n'était pas devenu lui-même un pouvoir...

L'année académique 1961-1962, étudiant à l'UCL, j'ai suivi le cours de Philosophie sociale que donnait Jean Ladrière. J'avais été frappé par le commentaire qu'il donnait du conflit qui oppose Antigone à Créon. L'ordre de la cité dépend du respect des lois, et les institutions n'ont d'autre raison d'être que d'assurer ces règles. Elles sont nécessaires et raisonnables. Mais il est d'autres raisons non négociables. Et Antigone est l'expression de ces autres raisons qui disent le tragique, mais aussi la grandeur de la destinée humaine. Ceci appartient, je crois, au *cantus firmus* de la vie et de l'enseignement de Jean Ladrière. ■

Cet article est une version légèrement raccourcie de l'article de Michel Molitor paru dans les actes du colloque organisé par l'Institut supérieur de philosophie (UCL) à l'occasion des quatre-vingts ans de Jean Ladrière, « Jean Ladrière dans la vie intellectuelle et sociale belge », dans Feltz, B. et Ghins, M., (dir.), *Les défis de la rationalité*, «Bibliothèque philosophique de Louvain » Peeters 63, Louvain-Paris-Dudley, p. 11-16, 2005. Les éditeurs en sont ici remerciés.

## Sources

*Route de paix*, mai-juin 1953, avril-mai 1955, juillet-août 1955, novembre-décembre 1955.

*Coexistence*, juillet-octobre 1958.

Xavier Mabille, Mounier, « Esprit et la Belgique », texte proposé pour les actes du colloque Mounier, Paris, 2000.

Jean Van Lierde, *Les objecteurs 1918-1984*, Communauté française de Belgique; *Les carnets de prison d'un objecteur (1959-1952)*, Bruxelles, éditions Vie ouvrière, 1994; *Un insoumis*, Bruxelles, édition Labor, 1998.

1 « Les groupes de pression », CH 45, 1959, « Les groupes de pression et le processus politique global », CH 88, 1960, « La sélection du personnel politique », CH 163-164, 1962, « Caractères généraux de la décision politique en Belgique », CH 372-373, 1967, « Le système politique belge, situation 1970 », CH 500, 1970, « Les groupes de pression », CH 814, 1978.